



G7: Kiev et Washington deviennent officiellement des alliés

Par [Alexandre Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 18 juin 2024

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les États-Unis et l'Ukraine ont signé un accord de sécurité d'une durée de 10 ans, écrit *Politico*. Cependant, le problème est qu'il a été signé entre les administrations actuelles de Washington et de Kiev. Le traité ne tiendra pas longtemps si Donald Trump arrive au pouvoir.

L'Italie accueille actuellement le sommet de trois jours du G7: ce format réunit, outre le pays hôte, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada, la France, le Japon et les États-Unis. Le thème central est l'aide à l'Ukraine. Le premier jour du sommet, le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky et le président américain Joe Biden ont signé un accord de sécurité. Les deux pays sont officiellement devenus alliés. De plus, le G7 a décidé d'accorder à l'Ukraine [un prêt](#) de 50 milliards de dollars garanti par les revenus des actifs russes gelés en Occident.

Les négociations se dérouleront du 13 au 15 juin et précéderont ce qu'on appelle le sommet sur la paix, qui se tiendra du 15 au 16 juin en Suisse et sera consacré au conflit russo-ukrainien.

Ainsi, bien que l'ordre du jour du G7 inclue la discussion du conflit au Moyen-Orient, des questions relatives au développement des pays africains et à l'intelligence artificielle, au changement climatique mondial et au sujet brûlant de la migration pour de nombreux pays développés, le principal sujet évoqué au sommet est l'aide à l'Ukraine.

Aucun des dirigeants du G7 n'a ignoré l'évènement en Italie. En plus de Joe Biden et de la Première ministre italienne Giorgia Meloni, le Premier ministre britannique Rishi Sunak, le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Olaf Scholz, le Premier ministre canadien Justin Trudeau et le chef du gouvernement japonais Fumio Kishida y ont participé. Comme toujours, de nombreux participants invités, qui ne font pas partie des dirigeants des pays du G7, étaient présents. Parmi eux, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président du Conseil européen Charles Michel, ainsi que le pape François.

Avant même les négociations, l'une des intrigues clés a été résolue. L'administration Macron [a confirmé](#) dans un communiqué le soir du 12 juin que le G7 prendrait certainement la décision « sur le décaissement de 50 milliards de dollars » pour l'Ukraine « d'ici la fin de l'année » via l'utilisation d'actifs russes gelés en Occident, comme l'avaient proposé précédemment les États-Unis. La France plaidait pour une autre option en matière d'aide à l'Ukraine: un prêt provenant des fonds de l'UE, garanti par le budget septennal de l'Union

européenne. La position française était également soutenue par la Commission européenne.

Politico a récemment publié [un document](#) préparé par cette dernière, qui reprend essentiellement la proposition française. Néanmoins, le 5 juin, les ministres des Finances de l'UE ont soutenu l'initiative américaine lors de négociations en ligne. Ainsi, les revenus des actifs russes seront transférés à l'Ukraine au niveau du G7 et non de l'Union européenne.

L'un des événements majeurs annoncés pour le sommet était la signature d'un accord de sécurité entre l'Ukraine et les États-Unis. Les détails du document, signé par Zelensky et Biden jeudi, [ont été révélés](#) par *CNN*. L'accord est prévu pour une durée de 10 ans.

Ce document de 21 pages comprend plusieurs plans: de la protection immédiate de l'Ukraine à la création de futures forces capables de contenir une éventuelle attaque de la Russie. L'élément clé est que les États-Unis continueront à former les troupes ukrainiennes pour que les forces armées de Kiev correspondent aux normes occidentales nécessaires pour une adhésion officielle à l'Alliance. Le document ne contient aucune obligation d'envoyer des soldats américains en Ukraine. Zelensky a récemment signé des accords similaires avec d'autres États occidentaux, notamment l'Espagne et la Belgique.

L'objectif de Biden en Europe est de se présenter comme le leader incontesté de l'Occident, d'attirer les puissances mondiales du côté de l'Ukraine et de renforcer son image mondiale avant les élections de novembre. L'accord sert à la fois cet objectif et montre sa détermination, bien qu'une victoire évidente de l'Ukraine sur la Russie semble de moins en moins probable.

Il est à noter que l'accord avec l'Ukraine ne nécessite pas la ratification du Congrès. Par conséquent, le président qui succédera à Biden pourrait facilement l'annuler. Le rival du président actuel lors des élections de novembre, Donald Trump, ne s'est pas opposé au soutien à l'Ukraine. Cependant, le *Washington Post* a laissé entendre qu'il pourrait rompre cet accord. Cette supposition semble reposer sur le fait que certaines forces au sein du Parti républicain plaident pour une révision de la politique concernant le conflit russo-ukrainien.

Un autre « cadeau » a été préparé pour l'Ukraine lors du sommet en Italie: l'Otan a adopté ce qu'on appelle le plan opérationnel d'extension du soutien à ce pays. Cela prévoit que l'Alliance coordonnera bientôt les livraisons d'armes à l'armée ukrainienne et la formation des militaires ukrainiens. L'adoption du plan avait été bloquée pendant longtemps par la Hongrie. Cependant, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a changé de position après des négociations à Budapest avec le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg.

Alexandre Lemoine

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Alexandre Lemoine](#), [Observateur continental](#), 2024

Articles Par : [Alexandre Lemoine](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca